

Rafic Hariri et le Mahatma Gandhi

par Chibli Mallat

De la non-violence au Moyen-Orient comme promesse d'avenir



ON VOIT mal, de prime abord, comment le sacrifice ultime de Rafic Hariri le 14 février 2005 rejoindrait, dans l'ordre historique des choses, l'assassinat du Mahatma Gandhi le 30 janvier 1948. Si

Karl Marx nous a enseigné que « l'histoire ne se répète jamais, sauf sous forme de farce », et s'il est vrai que « comparaison n'est pas raison », l'argument que Hariri est au Liban et à la région ce que Mohandas Gandhi est à l'Inde se défend sous maints aspects. Car il n'était pas âme plus paisible dans le monde arabe que notre ancien premier ministre. Non seulement n'a-t-il jamais envisagé la violence comme un moyen de sa politique, mais il a toujours refusé de se laisser entraîner, dans une région où la violence caractérise le quotidien politique, dans un processus qui risquerait de voir le sang répandu. Même son opposition au président Emile Lahoud, qui était tangible et forte, ne s'est jamais développée en passe d'armes avalisée de son côté. Et comme Gandhi, ses assassins n'ont eu aucun scrupule dans le recours à la violence pour se débarrasser de lui.

Dès lors, la victoire de la non-violence sur la scène politique devient le test critique pour ceux qui, avec plus de la moitié de la population libanaise, ont adopté Hariri comme symbole d'une lutte visant à restaurer la démocratie au Liban après en avoir restauré la souveraineté. Le rassemblement national du 14 mars 2005 en devient autant un aboutissement qu'un message : aboutissement d'une résistance sourde et soutenue d'un peuple libanais soumis à l'humiliation, la domination et la corruption durant quinze ans, et message libanais de non-violence active adressé à la région, de manière à avoir nos amis et pairs dans les rues de Beyrouth et nos semblables dans les capitales du Moyen-Orient prendre la direction politique de nos sociétés.

LE PRÉSIDENT EST RESPONSABLE D'ABUS

La classe politique actuelle ne correspond pas à l'esprit démocratique qui souffle au Liban. Cet esprit commande un changement de la représentation politique qui lui corresponde. C'est là une tâche interne devenue essentielle. Une ambition parallèle requiert que soit projeté ce message libanais de non-violence

créative dans la région avec des professionnels engagés et les défenseurs actifs de la démocratie.

Pour faire avancer la tâche requise sur la scène libanaise, le président actuel doit être tenu responsable d'avoir forcé l'extension anti constitutionnelle et anti démocratique du mandat à lui confié suivant les termes de la Constitution libanaise, extension qui s'est doublée d'une violation du droit international. Le prochain président libanais doit être une femme ou un homme qui pense et agit comme ceux qui étaient debout, au centre de Beyrouth le 14 mars, demandant la vérité et la fin de l'impunité.

EXIT AUSSI LE PRÉSIDENT DE L'ASSEMBLÉE

Il n'est pas non plus acceptable que le président de l'Assemblée nationale demeure à sa direction après plus de dix ans au pouvoir sous égide syrienne. L'ensemble des positions au sommet de notre système constitutionnel requiert un meilleur reflet de la volonté de notre peuple. Le mieux serait d'établir le suffrage universel direct de manière à renforcer le choix national de nos présidents contre les regroupements communautaires. Et s'il est vrai que la structure communautaire a offert des formes de contrepoids à la dictature d'un seul au Liban, elle est aussi la cause directe du blocage systématique de l'égalité des citoyens basée sur leur mérite. Renouveler et enrichir l'expérience démocratique passe par le choix populaire direct de nos dirigeants. Il en est d'autres pour élargir le cercle de la démocratie, et nous avons entamé, avec des Libanais au Liban et à l'étranger, une campagne pour le droit de vote dans les missions diplomatiques à l'étranger pour tout Libanais porteur d'un passeport valide. On ne peut continuer à empêcher que la voix de nos citoyens, qui portent à bout de bras notre économie et desquels nous prétendons tirer grande fierté, demeure étouffée contre un droit qui leur est garanti par la Constitution.

Sur la scène, plus large, arabe et moyen-orientale, la liberté et les droits de l'homme sont la fin comme les moyens du nouveau démocratique. Ils requièrent des citoyens dans l'ensemble de la région qu'ils s'identifient à la non-violence dans l'expérience libanaise y compris plutôt qu'à l'association de notre pays avec une guerre civile absurde et brutale durant plus du quart du 20^e siècle. Cela veut dire alternance pacifique au sommet, et l'organisation régulière d'élections nationales libres et incluant tous les citoyens et citoyennes de chaque Etat arabe dans le choix de leurs dirigeants.

Le Liban a inspiré la région, au cours des trois derniers mois, dans des voies sans précédents dans l'histoire. Des sit-ins et des marches pacifiques ont eu lieu

à Bahrein, au Caire, à Riyad, à Damas et à Tunis. La liberté recouvrée au Liban a activé les réseaux de citoyens libres dans l'ensemble de la région. Le but immédiat de ces mouvements est la libération des prisonniers d'opinion et l'organisation de plus amples actions non violentes pour changer le cours irresponsable et brutal de la gouvernance qui préside au destin des sociétés de Nouakchott à Islamabad, en passant par Le Caire, Jérusalem, Damas et Riyad. Cette vision peut sembler démesurée par rapport à la projection de l'image de Hariri comme responsable libanais. Mais la dimension régionale et internationale du premier ministre le plus impressionnant de notre histoire est largement établie. En réagissant ainsi à son assassinat, ancré dans l'ordre brutal et rétrograde dominant au Moyen-Orient, nous ne devons pas hésiter à nous maintenir dans la ligne de ses mœurs politiques non violentes et de sa foi intime dans les droits de l'homme, car elles transcendent le Liban et méritent d'inspirer tous les démocrates de la région.

CHIBLI MALLAT

est avocat et titulaire de la Chaire Jean Monnet de l'Union européenne à l'Université Saint-Joseph. Il est actif dans la révolution démocratique du Moyen-Orient. Cet article se trouve en langue anglaise sur www.democracyinlebanon.org

La confluence de facteurs disparates, dans leur dimension interne autant qu'internationale, rend la lutte pour l'indépendance et la démocratie au Liban d'autant plus importante pour ceux qui, dans un esprit inspiré par le sacrifice de Rafic Hariri, se refusent à toute violence pour remporter la bataille politique. Les tenants de l'ancien régime n'hésiteront pas à répandre le sang pour revenir aux équations de brutalité que Hariri a toujours refusées comme moyen de sa politique, et cinq bombes ont déjà ébranlé le cours non violent des choses suivi par le peuple libanais depuis le 14 février. Il est impératif que ceux qui les ont fait exploser soient arrêtés et traduits en justice.

Si le défi du changement non violent est relevé, le sacrifice de Hariri pourrait introduire un Moyen-Orient dans lequel son refus systématique d'utiliser la force à des fins politiques le transformerait peu à peu en un Mahatma Gandhi du Liban et de la région. De grands succès ont été accomplis depuis son assassinat monstrueux il y a trois mois. Pour les compléter, il faut accepter que ces succès ne représentent, et doivent ne représenter, que la partie émergée de l'iceberg.

Chibli Mallat